

Ensemble, nous refusons l'ukase gouvernemental !

Ce mardi 15 décembre, plus d'une vingtaine d'organisations de personnels, d'étudiants, de lycéens et de parents ont condamné la réforme gouvernementale de la formation des enseignants.

Suivant les lieux, des actions variées (AG dans les établissements, rassemblements devant les préfectures ou les rectorats ou les IUFM, manifestations, signatures de pétitions, distributions de tracts aux parents, prises de position dans les conseils...), sur tout le territoire (Brest, Chambéry, Caen, Clermont, Lille, Pau, Paris, Poitiers...), dans les IUFM (Quimper, Cergy, Bonneuil...), tous ont montré le rejet d'une réforme régressive aux enjeux considérables pour la société. Ce sont des milliers de personnes, dont 3000 à Paris, qui ont contesté cette réforme.

A l'issue de cette première étape, le SNESUP-FSU exige du gouvernement qu'il entende la protestation. C'est sans préalable qu'il doit retirer sa réforme, ses décrets d'application et ouvrir de véritables négociations. Une toute autre réforme de la formation des enseignants doit intégrer toutes les dimensions, tant scientifique que professionnelle, et traduire une réelle élévation de la qualification des enseignants.

Le SNESUP-FSU mettra tout en œuvre pour construire les suites à donner à cette journée de mobilisation et faire reculer le gouvernement dans son entreprise de démantèlement du système éducatif et de recherche (réforme des lycées, démantèlement du CNRS, réforme projetée des statuts des enseignants de second degré...).

GRAND EMPRUNT : DES ORIENTATIONS CAPITALISTIQUES CONFIRMÉES

Les annonces de Nicolas Sarkozy concernant les priorités affichées pour le grand emprunt réaffirment la logique sélective d'attribution de montants à 5 à 10 campus ayant préalablement dû se plier aux injonctions gouvernementales. Le conditionnement des financements à des résultats dont la mesure est confiée à des instances non légitimes (AERES, ANR...) ne peut constituer le moteur fécond dont a besoin la recherche publique.

L'affichage de sommes importantes -19 milliards d'euros pour l'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche- est le résultat des mobilisations exceptionnelles du premier semestre 2009 dans tous les établissements d'enseignement supérieur. Elles ont conduit à rendre le financement du retard abyssal incontournable. Ces sommes risquent de bénéficier aux établissements privés avec les mesures annoncées par V. Pécresse.

Cependant les modalités d'utilisation imposées par le chef de l'Etat dans une allocution aux contours flous et peu explicites confirment la conception capitaliste en immobilisant une grande partie des sommes et laissant utilisables les maigres intérêts produits.

L'absence de débat démocratique contradictoire et de critères transparents de répartition risque de voir régner l'arbitraire dans le choix des sites et des thématiques privilégiés par des personnalités politiquement nommées à la légitimité contestable.

Le SNESUP considère que la logique dont procède la levée des fonds, leur répartition pour l'enseignement supérieur aux seuls "campus d'excellence", dont Saclay, et leur utilisation, risque d'accélérer le creusement des inégalités et la mise en concurrence opposant des centres d'"excellence" à des "collèges universitaires" de seconde zone, dénaturant le lien enseignement supérieur-recherche consubstantiel à l'université. Loin du gigantisme, c'est de coopérations dont a besoin la recherche et non de concentration de moyens sur quelques pôles de compétitivité.

Loin de répondre aux revendications de la communauté universitaire, et notamment en termes de création d'emplois publics aux libertés scientifiques protégées et à l'attractivité réellement revalorisée, ces choix gouvernementaux détournent un peu plus le service public d'enseignement supérieur et de recherche de ses missions pour la réussite des étudiants, la diversité et la créativité de la recherche pour toute la société.